

«frein à l'inflation galopante» et notre objectif, «meilleure répartition dans le peuple du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral».

Monsieur le président, pendant que les créditistes fédéraux, à la grande stupéfaction des Québécois, continuent, comme on l'a constaté cet après-midi, à se gargariser de sottises ou à refuser de se prononcer sur des sujets aussi importants que le bilinguisme, à «flirter» dangereusement avec ceux qu'ils condamnent à l'extérieur de la Chambre ou à colporter leurs sornettes sur les «hot lines» ou ailleurs, pendant que le gouvernement fait semblant d'étudier, des familles de chez nous, à Saint-Hyacinthe, du Québec et d'ailleurs, ne sont plus capables de se nourrir convenablement, ou encore voient une partie très considérable de leur revenu consacrée à remplir le panier de l'alimentation.

Regardons bien en face les chiffres du coût de la vie. Ils font réfléchir, et brutalement. Ainsi, pour la période d'avril 1972 à avril 1973, on verra—et cela ressort d'une étude de la firme de courtage Pitfield, Mackay, Ross et Cie—combien l'industrie de la viande est un bon placement. Le prix de la volaille a connu une hausse de 26 p. 100; celui du bœuf a monté de plus de 16 p. 100; celui du porc a atteint plus de 30 p. 100; enfin, le prix des œufs a augmenté de 43 p. 100. Par ailleurs, dans la seule ville de Québec,—une étude scientifique l'a démontré—les prix des aliments ont augmenté de 19 p. 100 en deux ans.

Et voici maintenant que les hausses considérables du prix du soya, ce mois-ci, sur le marché de Chicago, de l'avis de tous les spécialistes concernés, vont faire monter fortement le prix des viandes et des œufs au cours des prochaines semaines. Et dans ce seul domaine de la production du soya, le gouvernement ne s'apprête même pas à mettre sur pied une politique sérieuse de production qui, à moyen et à long terme, nous rendrait sinon indépendants, du moins moins esclaves du marché américain.

Il nous apparaît clair, monsieur le président, que le gouvernement, dépourvu de toute audace, est impuissant devant le problème angoissant de l'augmentation effrénée du coût de la vie.

Et pourtant, monsieur le président, il est temps que l'État intervienne, efficacement et avec fermeté. Est-ce qu'il faut toujours attendre, pour agir, que les plus démunis dans la société, particulièrement les familles pauvres et souvent nombreuses, soient—et j'utilise une expression bien comprises au Québec—«tannées» de se sous-alimenter, de se «sous-loger» et manifestent à nos portes? Est-ce là ce que nous attendons?

Quant à nous, nous croyons honnêtement aller au cœur du problème par les éléments de solutions qui sont les nôtres et dans lesquels nous sommes d'autant plus confiants que le parti actuellement et temporairement au pouvoir en a retenu plusieurs depuis le 4 janvier dernier, bien que, dans un premier temps, il les eût décriés, et voici l'exemple de certaines mesures acceptées par le gouvernement actuel. Je songe aux ajustements des prélèvements d'impôts, aux augmentations des pensions à l'âge d'or et aux familles, à l'indexation du coût de la vie dans le calcul de l'impôt, et à la correction de l'injustice Benson en matière de legs des terres familiales.

De fait, monsieur le président, cela s'explique. C'est que nous, nous sommes prêts à gouverner ce pays, tandis que pour les ministériels, ce n'est qu'une question de temps; ils se préparent à meubler les banquettes de l'opposition, quoique encore là, pour être vraiment présents, ils auront à nouveau besoin des anciens combattants du Nouveau parti démocratique.

### Coût de la vie

Monsieur le président, que notre position soit bien connue et bien entendue au Québec, comme ailleurs au pays.

Premièrement, nous préconisons, et depuis longtemps, une politique économique et budgétaire plus expansionniste que celle du budget ministériel de février dernier. On connaît déjà nos vues à ce sujet, notamment en ce qui concerne l'aide accrue à la petite entreprise. C'est notre façon, à nous, de mater ce qu'il est convenu d'appeler la «stagflation».

Deuxièmement, nous réclamons le gel immédiat, mais pour une période de 90 jours seulement, de tous les prix et de toutes les formes de revenus, à l'exception, et ce, par réalisme, des produits alimentaires bruts qui arrivent de la ferme.

Cette période permettrait au gouvernement, après avoir ainsi repris le leadership qui lui revient en la matière, de consulter en profondeur et de négocier sérieusement avec les gouvernements provinciaux, le patronat et les syndicats. De tels échanges, avec le public-consommateur en vue, tendraient à établir, à la faveur d'un arrêt brusque de l'inflation galopante, un programme complet et coordonné de stabilisation des prix et des coûts. Ces échanges seraient déjà favorisés au départ par les suggestions les plus pertinentes, faites notamment par le gouvernement de l'Alberta, par l'UPA ou par l'Association des consommateurs du Canada.

Le gel temporaire préconisé créerait, à coup sûr, un effet psychologique bienfaisant devant une inflation qui a aussi des causes psychologiques. Pour autant, le gel ne créerait pas vraiment de panique, car elle existe déjà chez le consommateur quotidiennement aux prises avec des prix exorbitants.

Au regard de cette politique précise, l'attitude des ministériels nous laisse profondément inquiets. Le ministre des Finances attendrait l'impact de ses mesures budgétaires ou de ses programmes dits nouveaux. Il risque d'attendre en vain l'efficacité de telles mesures étant simultanément noyée par la spirale inflationniste.

Selon un sondage Gallup, et quand je me réfère à un sondage Gallup, je ne parle pas de celui qui indique une baisse de la popularité du Crédit social ou du Nouveau parti démocratique, ou d'une légère augmentation de celle des libéraux, ni même de l'augmentation, non pas supposée, mais réelle, de quatre points du parti conservateur progressiste, mais d'un sondage Gallup qui, publié le 6 juin dernier, indique que 85 p. 100 des Canadiens prévoient que les prix vont grimper plus vite que les revenus de la famille. Cela explique pourquoi, précédemment, au moins 61 p. 100 de la population avaient déclaré vouloir l'établissement d'un contrôle sur les prix et les revenus.

● (2040)

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), dans ses propos devant les agriculteurs, semble vouloir—ce que je vois bien—relancer l'agriculture, mais au prix—et cela, je ne peux l'accepter,—de l'inflation.

Cela nous rappelle, monsieur le président, le temps qui n'est pas tellement lointain où ce même gouvernement tentait de juguler l'inflation au prix d'un taux de chômage plus élevé. Le ministre des Postes (M. Ouellet), lui, sans doute entre deux couches de peinture à ses boîtes aux lettres, se lance dans des déclarations suaves, et je ne réfère pas ici aux déclarations qu'il aurait faites sur les grains de provende à Drummondville, hier soir, alors que, apparemment, il remplaçait le ministre de la Santé natio-